

BRUXELLES

Après les attentats meurtriers qui ont frappé la capitale belge, l'Europe est en état de choc. L'essayiste Pascal Bruckner s'inquiète de l'existence en France et en Belgique de zones où règne un autre droit, mélange de charia et de code d'honneur des voyous. Le sénateur belge Alain Destexhe souligne l'aveuglement des autorités de son pays qui, depuis le début du XXI^e siècle, ont laissé se développer le communautarisme sans mesurer qu'il pouvait devenir le terrain du radicalisme.

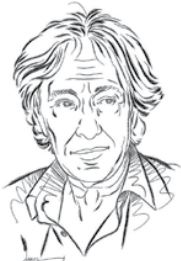
Lire aussi PAGES 2 À 7 ET 18

Pascal Bruckner : « L'islam radical exporte sa sale guerre dans le monde entier »

PROPOS RECUEILLIS PAR VINCENT TRÉMOLET DE VILLERS @vtrémolet

LE FIGARO. – La ville de Bruxelles a été frappée par des attentats d'une rare violence...

Pascal BRUCKNER. – Notre première pensée va à nos voisins belges et à l'effroyable chagrin qui les frappe. Mais la compassion n'empêche pas que l'on reste stupéfait par l'étourderie des autorités fédérales. Déjà Abdeslam a été arrêté presque par hasard, sur dénonciation, après quatre mois de traque. Une telle arrestation, on le sait, crée un risque important de représailles. Mais trois jours après, et avec une telle précision dans l'organisation, c'est impensable. Comment a-t-on pu permettre l'introduction de bombes dans un aéroport ? Nous croyions, naïvement, ces lieux de transit définitivement sécurisés, partout. Avons-nous pris la mesure du danger ? Certes, il est difficile d'arrêter un homme qui veut mourir en se jetant sur vous avec sa bombe ? Ce que Voltaire disait déjà dans son *Traité sur la tolérance* : « Qu'objecter à celui qui veut gagner son paradis en m'égorgeant ? » Mais nous devons tout penser désormais dans la logique du pire. À chaque attentat, nous balançons entre la routine et l'effroi. La menace rôde autour de chaque lieu de vie collective et contamine peu à peu tout l'espace européen. On n'a pas le droit d'être bête ou négligent face au terrorisme.



ENTRETIEN

L'essayiste réagit aux attentats de Bruxelles. Il s'inquiète de la faiblesse de nos démocraties face à la menace djihadiste.

Bruxelles est aussi la capitale de l'Europe... L'islam radical exporte sa sale guerre dans le monde entier. De la Californie à la Chine en passant par les pays de l'Afrique de l'Ouest. Sa démission meurtrière veut s'imposer à tous les hommes. C'est une guerre mondiale mais très particulière. Asymétrique, erratique et pourtant une guerre totale dont les premières victimes sont des civils, tous coupables d'exister. Il reste un impensé dans la façon dont nous l'abordons. Nous répétons qu'il ne faut pas faire d'amalgame avec l'islam sans

bombarder mais Molenbeek. » Sans aller jusque-là, il va falloir assainir ce quartier. La vérité est cruelle : les élus de droite comme de gauche, en Belgique comme en France, par clientélisme, ont négocié avec les associations culturelles, les imams, les caïds. Ils ont laissé s'installer non pas des zones de non-droit mais des zones d'un autre droit, mélange de charia et de code d'honneur des voyous.

Peut-on parler de Molenbeek français ? Manuel Valls l'a dit et l'on peut penser qu'il dispose d'éléments fiables pour asséner un tel verdict. Il y a en

France un risque de guerre civile larvée en raison de la porosité entre les gangs de banlieue et les cellules radicalisées : le djihad est la voie de sortie pieuse du banditisme.

Il y a en France un risque de guerre civile larvée en raison de la porosité entre les gangs de banlieue et les cellules radicalisées : le djihad est la voie de sortie pieuse du banditisme

comprendre que les djihadistes revendiquent eux-mêmes le fait d'être les seuls véritables musulmans. Les autres, la très grande majorité, sont rejetés par ces fanatiques dans les ténébreuses de la mécréance. Ces soldats de l'apocalypse sont d'abord des croyants et nous devons les prendre comme tels.

La Belgique a fait le choix assumé du communautarisme. Le symbolique de Molenbeek est devenu quartier... Les policiers qui ont arrêté Abdeslam à Molenbeek ont été caillassés par des jeunes gens. Ce sont des gestes rares sur notre continent. Molenbeek est devenu une sorte de Gaza, de Mossoul à l'intérieur de l'Europe. Éric Zemmour, dans une chronique volontairement provocatrice, avait lancé, sur le ton de l'humour : « Ce n'est pas Raqqa qu'il faut

Daesh pratique la propagande par le fait. Une action éclatante fait naître, à chaque fois, de nouveaux candidats au suicide. Je rappelle que la sénatrice PS de Marseille Samia Ghali demandait dès 2012 le recours à l'armée contre le trafic de drogue dans les quartiers nord de Marseille.

Avec le printemps, une nouvelle vague de migrants devrait chercher à rejoindre l'Europe. Faut-il craindre l'infiltration de terroristes parmi les réfugiés ? L'État islamique dit explicitement profiter des mouvements de réfugiés pour infiltrer des militants. Même s'il s'agit d'un pourcentage infime, les conséquences peuvent en être épouvantables. La générosité ostentatoire de M^{me} Merkel va sans doute permettre à des tueurs de s'installer chez nous pour préparer

tranquillement leurs actes. Elle aura malgré elle joué le rôle d'idiote utile du terrorisme. J'ai parfois l'impression d'être dans la série *Homeland*. Dans la dernière saison, nous suivons la préparation d'un attentat à Berlin par des réfugiés syriens. Le délire fictionnel se rapproche de la réalité que nous vivons. La crise des réfugiés a ceci de tragique qu'elle nous écartèle entre le devoir d'humanité et la paranoïa, la crainte légitime de faire entrer sur le territoire des émissaires de la mort. D'où la prudence de la France vis-à-vis de ce problème.

Nos démocraties sont-elles armées pour la guerre qui nous attend ? Les démocraties sont par nature démunies face à la barbarie. Elles pensaient l'histoire finie, les religions un vestige de la préhistoire, la nation une forme désuète de communauté humaine. Le seul horizon était la levée des frontières, la destruction des murs pour que la famille humaine ne fasse plus qu'un. Voilà ce qu'était l'utopie européenne et le 11 Septembre n'y a rien changé. Songez que depuis vingt ans tous les budgets militaires sont à la baisse sur notre continent. Nous opposons toute une série d'explications sociologiques, géopolitiques pour nous rassurer face à l'entreprise d'islamisation du monde. Mais nos élites intellectuelles ne veulent rien voir, elles entendent et continuent à traiter le péril terroriste comme un mythe. On se demande : « Qu'a-t-on pu faire de mal pour qu'il nous haïssent à ce point ? » La vérité que nous ne voulons pas entendre est pourtant criante : ils nous haïssent pour ce que nous sommes. Des êtres libres mais par l'amour de la vie, le respect du droit et l'esprit critique. Voilà notre crime.

Pendant 20 ans, la Belgique a eu tout faux

La Belgique est frappée à son tour par le terrorisme. Les Belges sont abattus, tristes et en colère mais pas surpris. Ce qui étonne, c'est plutôt que le pays ait si longtemps été épargné, à l'exception notable de l'attentat au Musée juif de Bruxelles.

En effet, des réseaux belges ont été impliqués dans les grands attentats terroristes des vingt dernières années. Parmi les plus connus, citons l'assassinat du commandant Massoud en Afghanistan deux jours avant le 11 septembre 2001, les attentats de Madrid en 2004 et, plus récemment, la cellule de Verviers, l'attaque du Thalys et, bien sûr, les attentats de Paris. C'est une Belge convertie qui fut la première Européenne à commettre un attentat kamikaze en Irak en 2005. À Anvers s'est tenu l'année dernière le procès de quarante-six (!) membres de Sharia4Belgium, une organisation appelant à transformer la Belgique en un État islamique sous le

problème auquel les autorités sont désormais confrontées à cause, en partie, d'un aveuglement et d'une tolérance stupéfiante. Pendant vingt ans, la Belgique a (presque) eu tout faux.

D'abord, à partir de l'an 2000, les vannes de l'immigration et du regroupement familial ont été largement ouvertes, bien davantage qu'en France ou qu'au Royaume-Uni,

Les terroristes sont presque tous désormais des enfants du pays. La nationalité belge a été bradée, accordée sur un simple constat de trois ans de résidence

sans trop regarder qui rejoignait le territoire national. Des quartiers ghettos se sont constitués. À peu près tous les courants de l'islam se sont installés à Bruxelles, et la capitale de l'Europe est ainsi devenue, avec Londres, la capitale de l'islamisme européen. Des dizaines de mosquées non reconnues opèrent sans aucun contrôle. L'asile a été accordé à de dangereux islamistes.

Pendant des années, les incidents se sont multipliés... sans réponse des autorités ou, lorsque réaction il y avait, avec des sanctions symboliques. Des prêches radicaux dans

des mosquées, des enseignants portant atteinte aux droits des femmes, des jeunes non musulmans ostracisés dans des écoles publiques devenues quasiment 100 % musulmanes, des refus de suivre le programme scolaire, un antisémitisme terrifiant...

Les incidents, dérives, atteintes aux libertés et aux droits ont été niés, minimisés, relativisés, toujours mis sur le compte d'égarements individuels

sans voir qu'il s'agissait d'une véritable lame de fond. À partir d'un certain degré d'immigration, le communautarisme devient inévitable. Et ce dernier constitue le terrain

du radicalisme et du terrorisme. Car oui, les terroristes sont presque tous désormais des enfants du pays. La nationalité belge a été bradée, accordée sur un simple constat de trois ans de résidence. Une classe d'élus redevables à leur communauté d'origine s'est ainsi créée. En région bruxelloise, le vote des Belges d'origine étrangère constitue désormais un enjeu électoral majeur. Certains élus font le grand écart permanent entre les valeurs européennes et les moeurs ou la politique de leur pays d'origine.

Cet ensemble de facteurs a créé un climat favorable au développement

de courants toujours plus radicaux et, dans sa réaction, l'État (de droite) a toujours eu une longueur de retard. D'autant plus que les débats de fond ont été étouffés. À commencer par la plupart des médias belges, qui, du haut de leur tour de guet, préféraient chasser le « dérapage » ou mettre davantage l'accent sur le risque d'amalgame ou de stigmatisation plutôt que sur l'atteinte insupportable à nos valeurs et libertés que constituait l'incident lui-même.

Le gouvernement de Charles Michel tente courageusement de redresser la barre, mais il est bien tard et, dans un pays fédéral où des compétences importantes sont aux mains des régions (l'enseignement, l'intégration, les cultes, pour n'en citer que quelques-unes en lien avec la radicalisation), il est loin de disposer de tous les leviers pour agir. Certes, le défi terroriste concerne toute l'Europe, mais chacun le voit, en Belgique, qualifiée par CNN de capitale logistique de l'État islamique, le problème est plus profond qu'ailleurs. Après le temps du deuil, l'enjeu sera désormais de savoir si, collectivement, la Belgique va, enfin, ouvrir les yeux et réagir.

*Ancien secrétaire général de Médecins sans frontières et ex-président de l'International Crisis Group.



ALAIN DESTEXHE

Le sénateur belge* dénonce l'aveuglement et l'excès de tolérance des autorités et des médias vis-à-vis de la montée de l'islamisme outre-Quévrain

MAGAZINE 100% NUMÉRIQUE EN EXCLUSIVITÉ SUR IPAD
La qualité éditoriale du Figaro dans une application dédiée

EDITION SPÉCIALE VERDUN

LE NUMÉRO 3

Il y a 100 ans
LA BATAILLE DE VERDUN

Télécharger dans l'App Store

A télécharger gratuitement, disponible sur iPad.